

APRÈS TROIS SEMAINES DE DÉBRAYAGE

Fin de la grève au primaire et au moyen
mais pas au secondaire

Trois semaines après le début du débrayage dans le secteur de l'éducation, les positions divergentes des syndicats ont créé une certaine confusion dans les esprits. Les parents se demandent toujours s'ils doivent envoyer ou pas leurs enfants à l'école. Ce qui est certain, c'est qu'au niveau du primaire, la reprise se fera à partir d'aujourd'hui, idem pour le moyen. C'est au niveau des lycées que la situation risque d'être plus compliquée.

Le Cnapest réserve sa réponse pour aujourd'hui tandis que le CLA est décidé à continuer le débrayage. L'ampleur de la grève dans le secondaire dépendra donc de la capacité du CLA à maintenir la pression et de la décision que prendra le Cnapest. Il ne faudra donc pas s'étonner que dans certains établisse-

ments, les cours reprendront aujourd'hui alors que dans d'autres, la grève se poursuivra. Le point sur les positions des différents syndicats autonomes

L'Unpef se positionne pour la reprise des cours
L'Union nationale des personnels de l'éducation et de la

formation (Unpef) a été le premier syndicat autonome à appeler à l'arrêt du mouvement de protestation. Ayant une bonne assise au niveau des écoles primaires, son appel a été entendu. Pour preuve : dès mercredi, beaucoup d'élèves avaient déjà rejoint les bancs de l'école après trois semaines d'arrêt de cours. L'Unpef s'était dit rassurée après les garanties données par le ministère de l'Education. Le syndicat estime que le retard accumulé est facilement rattrapable.

Le Snapest gèle le mouvement
Le Syndicat national des

professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Snapest) mené par Meziane Meriane, s'est finalement positionné en faveur du gel du mouvement de grève. La décision a été prise mercredi suite aux différents rapports émanant des wilayas qui s'étaient dites favorables à la reprise. La capacité de mobilisation du Snapest n'étant plus à démontrer, beaucoup de professeurs reprendront donc, dès aujourd'hui, les cours. **Le Cnapest temporise**
Le Conseil national des professeurs du secondaire et du technique (Cnapest) réserve sa réponse pour aujourd'hui en

d'hui. A l'issue de son conseil national qui doit se tenir après les conseils régionaux, le syndicat fera connaître sa décision. Son premier responsable avait indiqué mercredi que les garanties données par la tutelle étaient des «préalables» qui devaient être discutés en conseil national. S'il se dit globalement satisfait des engagements de la tutelle, le Cnapest estime, néanmoins, que seule la base est en mesure de prendre une décision en faveur de la reprise des cours ou de la poursuite du débrayage. Il n'est donc pas exclu que dans les lycées où le syndicat est bien implanté, les cours ne reprendront pas aujourd'hui en

attendant que l'information circule sur la reprise ou pas. **Le CLA refuse de reprendre**
Le Conseil des lycées d'Algérie (CLA) est, pour le moment, le seul syndicat qui se dit non convaincu par les réponses de Benbouzid. Il se dit non satisfait des engagements écrits et demande des «actions concrètes». Résultat : les lycées où le CLA est bien implanté seront toujours paralysés aujourd'hui. Le syndicat tiendra son assemblée générale lundi prochain pour décider des suites à donner à son mouvement de protestation. **N. I.**

Aide européenne
de 975 000 euros
aux réfugiés sahraouis

Un fonds de 975 000 euros sera fourni par la Commission européenne pour rehausser les stocks de nourriture distribuée tout au long de l'année aux réfugiés sahraouis. Cette aide s'ajoute aux 10 millions d'euros accordés en juin dernier pour l'aide alimentaire, pour conforter les services de base tels que ceux liés aux soins de santé, à l'eau, à la gestion des déchets et aux articles essentiels comme les tentes et les produits d'hygiène. Les nouveaux fonds seront utilisés au cours des 12 prochains mois par le Programme alimentaire mondial pour améliorer un entrepôt existant et en construire deux nouveaux, permettant ainsi que la nourriture destinée aux réfugiés puisse être conservée plus longtemps et dans de meilleures conditions. En outre, les installations de stockage des compléments nutritionnels de 18 dispensaires (75 % des dispensaires existants) seront réhabilitées. Les fonds sont gérés par ECHO, le service d'aide humanitaire de la Commission européenne. Les dizaines de milliers de réfugiés sahraouis accueillis en Algérie dépendent entièrement de l'aide humanitaire pour couvrir leurs besoins fondamentaux : alimentation, nutrition, santé, eau et assainissement, abris, hygiène et éducation. Rappelons que la Commission européenne a alloué 144 millions d'euros, en aide humanitaire, aux réfugiés sahraouis depuis 1993.

Synthèse W. Z.

L'ambassade d'Allemagne
subventionne
deux microprojets

Deux micro-projets d'une valeur de près de 30 000 euros ont été subventionnés par l'ambassade de la République fédérale d'Allemagne. Cette subvention de 3 millions de dinars entre dans le cadre de sa participation portant sur l'aide financière pour la réalisation de micro-projets touchant les catégories vulnérables de la population d'Algérie. Premier bénéficiaire de cette subvention, Handicap International programme Algérie de la wilaya de Béchar. Un projet visant à soutenir des associations algériennes dans leurs initiatives quant à l'amélioration de la prise en charge des personnes handicapées (enfants mal adaptés, apathiques et fragilisés). Ce fonds aidera à financer le réaménagement d'un bâtiment et de ses compartiments pour les grands enfants handicapés. A cela s'ajoute la prise en charge totale du mobilier (lits, matelas adaptés, armoires...), du matériel de soins quotidiens d'hygiène et de soins paramédicaux, ainsi que de l'équipement d'une biberonnerie, d'une cuisine et d'une buanderie. Le second financement sera consacré à l'Association d'aide aux déficients mentaux d'Oran. Il contribuera à la création d'une unité de formation professionnelle adaptée, dénommée «Petit atelier de poterie artisanale», au profit des déficients mentaux.

Synthèse W. Z.

LA 13^e TRIPARTITE SE TIENDRA LES 2 ET 3 DÉCEMBRE PROCHAIN
L'UGTA entre célérité du gouvernement
et forcing du patronat

C'est dans un contexte particulier que se tiendra les 2 et 3 décembre prochain la treizième tripartite, sixième du genre sous la présidence d'Ahmed Ouyahia. Si la question de la revalorisation salariale à travers le SNMG devrait constituer le point nodal de cette rencontre, il n'en demeure pas moins que les autres questions inscrites à l'ordre du jour ne seront pas moins importantes.
Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Une révision à la hausse du Salaire national minimum garanti (SNMG) d'au moins 2 000 DA, voire 3 000 DA, serait déjà chose acquise pour le monde du travail. Les trois partenaires, en l'occurrence le gouvernement, l'UGTA et le patronat, semblant, en effet, être en totale symbiose sur la question. Ainsi, à en croire des sources proches de la Centrale syndicale, il a déjà été arrêté une fourchette d'augmentation. Toutefois, notre source tient à préciser qu'«aucune proposition n'a été encore faite», ajoutant que cette question «sera discutée entre nous (UGTA) et les différents partenaires». «Le SNMG n'a toujours augmenté que de 2 000 DA, mais cette fois-ci, nous espérons qu'il évoluera un peu plus, d'autant plus que l'UGTA a toujours discuté cette question en fonction d'études sur le pouvoir d'achat», tient-on à préciser. Sur un autre plan, et parallèlement à cette question de revalorisation du SNMG, notre source n'a pas écarté l'éventualité de la tenue d'une bipartite (gouvernement-UGTA) qui sera consacrée au dossier des statuts particuliers et du régime indemnitaire, qui concernent quelque 1 600 000 travailleurs de la Fonction publique. Dans ce contexte, il est à noter

qu'une trentaine de statuts «sont prêts» et que d'autres «sont en discussion entre les syndicats sectoriels et les ministères de tutelle». C'est dans cette optique bien précise que les représentants des travailleurs affiliés à l'UGTA tenteront de peser sur les négociations avec le gouvernement, pour arracher le quitus pour une bipartite dont l'ordre du jour sera consacré exclusivement aux «statuts particuliers et régimes indemnitaires». La «concession» faite par le gouvernement aux syndicats autonomes du secteur de l'éducation semble être «l'invitée surprise» du nouveau dialogue social. D'ailleurs, du côté de la Maison du peuple, on considère qu'«il y a eu rupture unilatérale» du pacte économique et social. «Sinon comment expliquer le recul inattendu du gouvernement face à la protesta des syndicats autonomes du secteur de l'éducation ?», souligne-t-on. «La question de la rétroactivité du régime indemnitaire, telle que déterminée par le décret 07-304 du 29 septembre 2007, à compter du 1^{er} janvier 2008, est un acquis arraché par l'UGTA. La lettre adressée au directeur général de la Fonction publique (Réf : n° 137/SG/UGTA/09), en date du 4 octobre 2009, est assez explicite. C'est à l'autre partie (ministère de l'Education ou services du gouvernement) de rendre public cet accord», ajoute-t-on du côté du siège de l'ex-foyer civique, arguant que «l'UGTA est largement représentative dans le secteur de la Fonction publique.» En d'autres termes, au sein de la Centrale syndicale, on n'hésite pas à qualifier la «sortie» du gouvernement comme un coup de poignard dans le dos, d'autant plus que les trois parties (UGTA, gouvernement et patronat) ont paraphé, en 2006, un accord de «non-

agressivité» dans le cadre du pacte économique et social. Ce dernier point sera inscrit, d'ailleurs, à l'ordre du jour de cette tripartite. Il sera également question de débattre du Code du travail, de la place de l'entreprise publique économique dans le nouveau contexte économique ou, encore, du régime des retraites. A ce titre, il est à rappeler que les organisations patronales n'ont eu de cesse de revendiquer «l'urgence» de la mise en place d'un nouveau système de relations de travail basé sur le contrat à durée déterminée (CDD). Une approche que réfute «globalement et dans le détail» la Centrale syndicale, considérant, par la voix de son secrétaire général, que «la priorité des priorités réside dans la révision de la législation du travail, notamment en ses articles 2, 11 et 14 de la loi 90-11 du 21 avril, 1990 relative aux relations de travail». Pour Sidi Saïd, «il faut réfléchir ensemble pour mettre en place des instruments juridiques relatifs au monde du travail, car nous sommes aujourd'hui dans l'obligation d'aller vers un nouveau Code du travail pour accompagner la nouvelle configuration économique nationale». Enfin, l'autre question qui peut, à court terme, «compromettre» les relations entre l'UGTA et le gouvernement, est celle relative au régime indemnitaire. En effet, si jusque-là les responsables de la Centrale syndicale ont évité d'intervenir directement dans le débat, il n'en demeure pas moins que du côté des pouvoirs publics, la révision du système de régime des retraites doit connaître des changements. Pour le gouvernement, la révision du nombre d'années de cotisation pour la retraite est désormais un passage obligé. **A. B.**

PROJET GAZIER DE GASSI TOUIL
Sonatrach n'aura pas à indemniser Repsol
et Gas Natural

La compagnie nationale Sonatrach n'aura pas à indemniser les sociétés espagnoles Repsol et Gas Natural dans le projet gazier intégré de Gassi Touil. Le Tribunal international d'arbitrage, basé à Genève, a, ainsi, décidé que Sonatrach développe seule ce projet.
Cette décision met un terme à un litige commercial né entre les deux parties depuis que Sonatrach a résilié, en 2007, le contrat qui la liait depuis 2004 à ces deux entreprises. Une résiliation que la compagnie nationale avait justifiée par le non-respect des sociétés espagnoles de leurs

obligations contractuelles. Selon un communiqué commun de Gas Natural et Repsol, «le tribunal d'arbitrage a déclaré terminé le contrat en question conformément à ses clauses, sans obliger aucune des parties à indemniser l'autre comme conséquence de la fin de ce contrat». Dans son verdict, le Tribunal international d'arbitrage a décidé également que Sonatrach achète, pour un montant non précisé, aux compagnies espagnoles leur participation dans la société mixte chargée du processus de liquéfaction dans le mégaprojet de Gassi Touil. Concernant les

investissements effectués dans ce projet par Repsol et Gas Natural, le tribunal ne prévoit pas leur restitution. Ces deux dernières entreprises ont souligné, cependant, dans leur communiqué que la décision du tribunal «n'aura pas un impact significatif sur leurs résultats», ajoutant que le règlement du contentieux «n'affecte pas le cours ordinaire de leurs activités en Algérie». Repsol va passer en pertes et profits les quelque 105 millions d'euros investis dans le projet et le montant équivalent pour Gas Natural sera de 60 millions. Gas Natural et Repsol avaient récla-

mé 2,4 milliards de dollars (près de 1,61 milliard d'euros) d'indemnisation à Sonatrach suite à la rupture de ce contrat, alors que Sonatrach exigeait 800 millions de dollars (l'équivalent de 537 millions d'euros) pour «non-respect de leurs engagements contractuels» ayant entraîné des «retards et des dépassements de coûts très importants». Lancé en 2004, le projet de liquéfaction de Gassi Touil devait initialement entrer en fonctionnement en 2009 après un investissement d'environ 2,3 milliards d'euros. Il est retardé de deux à trois ans. **C. B. / Agences**